



La lettre de la justice administrative

NUMÉRO 46 - FÉVRIER 2017

À la Une

L'entrée en vigueur du décret dit « justice administrative de demain »

Le décret n° 2016-1480 du 2 novembre 2016, dit « JADE », entré en vigueur le 1er janvier 2017, vise d'abord à accélérer le traitement de certaines requêtes. Ainsi les tribunaux administratifs peuvent prendre désormais des ordonnances de séries sur la base d'un arrêt d'appel devenu définitif, et non plus uniquement sur la base d'un de leurs propres jugements ou d'une décision du Conseil d'État. Le pouvoir de statuer par ordonnance n'est plus réservé aux seuls présidents. Des requêtes d'appel ou des pourvois en cassation « manifestement dépourvus de fondement » peuvent être rejetés par ordonnance. Le décret encadre aussi les conditions d'accès au juge. L'obligation de liaison préalable du contentieux est étendue aux litiges de travaux publics. Dans tous les contentieux indemnitaires, l'administration doit être saisie avant la juridiction, sans possibilité de régularisation. Les cas de dispense d'avocat sont rationalisés.

L'instruction est dynamisée : le juge peut d'office fixer une date à partir de laquelle des nouveaux moyens ne pourront plus être invoqués et sanctionner par un désistement d'office l'absence de production d'un mémoire récapitulatif dans le délai imparti ou l'absence de réponse à un courrier invitant le requérant à indiquer s'il entend maintenir sa requête.

Contentieux

Avis

Publications

Brèves

International

Agenda

Nominations

Contentieux

+ Conseil d'État

+ Droit au déréférencement

Le Conseil d'État renvoie plusieurs questions préjudicielles à la Cour de justice de l'Union européenne sur la mise en œuvre du droit au déréférencement reconnu par l'arrêt Google Spain.

CE, 24 février 2017, Mme C, M. F, M. H, M. D, n° 391000, 393769, 399999, 401258, A >

+ Conditions de détention

Le Conseil d'État précise les modalités d'appréciation du caractère attentatoire à la dignité des conditions de détention.

CE, 13 janvier 2017, M. B., n° 389711, A >

+ Revenu de solidarité active

Le Conseil d'État précise et ajuste l'office du juge de plein contentieux du revenu de solidarité active (RSA).

CE, Section, 16 décembre 2016, Mme B., n° 389642, A >

+ Urbanisme commercial : des précisions sur le permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale

Le Conseil d'État précise la procédure administrative et le régime contentieux du permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale créé par la loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises.

CE, avis, 23 décembre 2016, Société MDVP Distribution, n° 398077, A >

+ Décision d'extradition

Le Conseil d'État annule un décret d'extradition au motif que l'extradition avait été demandée dans un but politique.

CE, Section, 9 décembre 2016, M. O., n° 394399, A >

+ Tribunaux administratifs et cours administratives d'appel

+ Périmètre de l'expropriation pour risques majeurs : le risque doit être naturel

La cour administrative d'appel de Bordeaux juge qu'un risque d'effondrement provoqué par des travaux artificiels ne relève pas de la procédure d'expropriation pour risques majeurs.

CAA Bordeaux, 15 décembre 2016, Mme D., n° 15BX01289, C+ >

+ Délégation de service public et obligations de service public pour l'exploitation des lignes aériennes entre la Corse et le continent

Le tribunal administratif de Bastia rejette les deux requêtes dirigées contre ces DSP et ces OSP par la société Ryanair.

TA Bastia, 12 janvier 2017, Société Ryanair Limited, n° 15001218, C+ et TA Bastia, 12 janvier 2017, Société Ryanair Limited, n° 1500312, C >

+ Plan de sauvegarde de l'emploi

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise annule le plan de sauvegarde de l'emploi de la société Carlson Wagonlit Travel France qui prévoyait trente licenciements.

TA Cergy-Pontoise, 16 janvier 2017, Comité central d'entreprise de l'UES Carlson Wagonlit Travel France et autres, n° 1609820, C+ >

+ Cour nationale du droit d'asile

+ La grande formation de la Cour a examiné la demande d'asile d'une ressortissante srilankaise d'origine tamoule invoquant des persécutions infligées par des militaires en raison de son appartenance à une famille d'anciens combattants des Tigres libérateurs de l'Eelam Tamoul.

Sept ans après la fin du conflit et la victoire des autorités srilankaises sur la rébellion tamoule (mai 2009), la CNDA évalue l'actualité des craintes des ressortissants srilankais d'origine tamoule alléguant des liens avec les Tigres Libérateurs de l'Eelam Tamoul (LTTE). Constatant l'amélioration de la situation quant au respect de l'État de droit, des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Sri Lanka, elle estime que seules les personnes présentant un profil politique, personnel ou familial marqué en faveur du séparatisme encourent désormais des risques de persécution en cas de retour. Sous réserve d'une appréciation au cas par cas de chaque affaire, une simple collaboration passée avec les LTTE ou la participation à des manifestations ne justifie pas de craintes actuelles. Les femmes tamoules du nord et de l'est du pays demeurent néanmoins vulnérables et exposées à des risques, notamment de violences sexuelles. La Cour reconnaît ainsi la qualité de réfugié à la requérante, jugeant crédibles ses craintes de persécutions du fait de militaires en raison de son appartenance à une famille d'anciens combattants des LTTE.

CNDA, GF, 8 décembre 2016, *Mme K.*, n° 14027836, C+ >

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Avis

21 décembre 2016

Avis sur projet de loi relatif à la sécurité publique (INTX1634434L), conseil des ministres du 21 décembre 2016 >

Assemblée générale (section de l'intérieur, section de l'administration) - Avis n° 392480 - 15 décembre 2016

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis du Conseil d'État sur le projet de loi relatif à la sécurité publique.

16 février 2017

Avis sur question du Gouvernement relatif au financement campagnes électorales, 16 février 2017 >

Assemblée générale (section de l'Intérieur) - Avis n° 392602 - 9 février 2017

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis du Conseil d'État sur la demande concernant les prêts ou avances pour les candidats aux élections politiques, qu'ils émanent de personnes physiques ou morales.

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Publications

+_LJA in English

La lettre de la justice administrative existe désormais en version anglaise. Le premier numéro est paru en janvier. >

+ [Guide des outils de l'action économique](#)

Le guide recense 24 outils d'action économique à destination des personnes publiques. Retrouvez la mise à jour de janvier 2017. >

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | **[Brèves](#)** | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Brèves

+ [Prix de thèse en droit public du Conseil d'État](#)

Le Conseil d'État décernera un prix de thèse en droit public en 2017 pour récompenser un docteur ayant soutenu sa thèse en 2015 ou en 2016 sur des sujets entrant dans l'un des champs disciplinaires intéressant les activités du Conseil d'État ou portant sur des problématiques transversales susceptibles d'entrer dans le champ des activités de la juridiction administrative. La date limite des candidatures est fixée au 28 février 2017. Les indications utiles sur ce prix de thèse sont accessibles sur le site internet du Conseil d'État. >

+ [L'ordre public : regards croisés du Conseil d'État et de la Cour de cassation](#)

Colloque organisé le vendredi 24 février 2017 de 9h30 à 17h30, Grand'chambre de la Cour de cassation. >

[Retrouvez l'interview de Jean-Claude Marin, procureur général près la Cour de cassation et Maryvonne de Saint Pulgent, présidente de la section du rapport et des études, et toutes les informations utiles sur notre site internet.](#) >

+ ["Peut-on parler de démocratie européenne ?"](#)

Le mercredi 1er février 2017 a eu lieu au Conseil d'État la dixième conférence du cycle des Entretiens sur l'Europe : « Peut-on parler d'une démocratie européenne ? »
Retrouvez toutes les informations sur le colloque >
Et ici la captation vidéo du colloque >

+ [Le Conseil d'État durant le premier conflit mondial : autopsie administrative d'un organe sujet aux vicissitudes d'un État en guerre](#)

Lundi 23 janvier 2017 a eu lieu la conférence **Vincent Wright** au Conseil d'État, par Raphaël Matta-Duvignau, maître de conférences en droit public à l'université de Bretagne Occidentale. Retrouvez toutes les informations et la vidéo du colloque sur notre site internet. >

+ [Simplification du droit et de l'action administrative](#)

Vendredi 16 décembre 2016 s'est tenu au Conseil d'État, le premier colloque organisé par le Conseil d'État et la Cour des comptes sur « La simplification du droit et de l'action administrative ». Retrouvez toutes les informations et la vidéo du colloque sur notre site internet.

[- L'enregistrement vidéo du colloque >](#)

[- Le discours d'introduction de Jean-Marc Sauvé >](#)

[- Le discours de clôture de Didier Migaud >](#)

+ Les droits fondamentaux

Mercredi 14 décembre 2016 a eu lieu la conférence de clôture du cycle **Droit comparé et territorialité du droit** sur « Les droits fondamentaux ».

Retrouvez :

[- L'enregistrement vidéo du colloque >](#)

[- le discours de clôture de Jean-Marc Sauvé >](#)

+ La protection des libertés et des droits fondamentaux dans le contexte de la menace terroriste

Retrouver l'intervention de Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'État, lors de la remise du prix de thèse de la Fondation Varenne le 12 décembre 2016 sur le site du Conseil d'Etat. >

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | **International** | [Agenda](#) | [Nominations](#)

International

+ Visite de la Cour suprême britannique

Le Conseil d'État a tenu le 20 janvier un séminaire de travail bilatéral avec une délégation composée de six des douze juges de la Cour suprême du Royaume-Uni. Une interview en anglais de son président, Lord Neuberger, est accessible en ligne (sous-titres disponibles en anglais et en français). >

+ Visite du Conseil d'État à la Cour de justice de l'Union européenne

Une délégation du Conseil d'État, conduite par le vice-président, Jean-Marc Sauvé, composée notamment de trois présidents de section, M. Stirn, Mme de Saint Pulgent et M. Lasserre, s'est rendue à Luxembourg pour une visite de travail à la CJUE à l'invitation de son président, M. Koen Lenaerts. Cette rencontre marque la volonté des deux cours d'approfondir le dialogue entre juges nationaux et européens.

[- Toutes les informations sur cette visite sur notre site >](#)

[- L'intervention de Bernard Stirn, président de la section du contentieux du Conseil d'État, à la Cour de justice de l'Union européenne de Luxembourg, le 5 décembre 2016 >](#)

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | **Agenda** | [Nominations](#)

Agenda

+ Conférences

+ 11ème conférence du cycle des Entretiens sur l'Europe : **Quels droits pour les citoyens européens ?**

Mercredi **8 mars 2017 de 17h30 à 19h30** au Conseil d'État.

[Toutes les informations sur la conférence. >](#)

+ 12ème conférence du cycle des Entretiens sur l'Europe : **Quelles sont les valeurs qui définissent l'Union ?**

Mercredi **26 avril 2017 de 17h30 à 19h30** au Conseil d'État.

+ [Retrouvez l'ensemble des conférences et des colloques du Conseil d'État >](#)

+ Les vidéos des colloques et conférences sont en ligne sur Vimeo >_

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | **[Nominations](#)**

Nominations

+ **Dans les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs**

+ **Guy Quilleveré**, président des tribunaux administratifs de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna depuis le 21 janvier 2017.

+ **Olivier Couvert-Castera**, président du tribunal administratif de Lille depuis le 1er février 2017.

+ **Jean-Christophe Duchon-Doris**, président du tribunal administratif de Nice depuis le 1er mars 2017.



Directeur de publication : Jean-Marc Sauvé - Président du Comité de rédaction : Maryvonne de Saint Pulgent - Comité de rédaction : Anne-Cécile Castellani-Dembélé, Catherine Bergeal, Natacha Chicot, Isabelle Danielian, Sophie Roussel, Lucienne Erstein, Patrick Gérard, Yves Gounin, Corinne Ledamoisel, Guillaume Odinet, Jocelyne Rand , Samantha Leblanc, Michèle de Segonzac, Pascal Trouilly - Secrétaire de rédaction : Hélène Salmon - Conseil d'état : 1, place du Palais Royal 75001 Paris Tél. : 01 40 20 80 00 - M l : webmestre@conseil-etat.fr - Réalisation : CE/direction de la communication